



# Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale  
10 juin 1999  
Français  
Original: anglais

## Assemblée générale

### Cinquante-quatrième session

Point 20 b) de la liste préliminaire\*

**Renforcement de l'aide humanitaire  
et des secours en cas de catastrophe fournis  
par l'Organisation des Nations Unies  
y compris l'assistance économique spéciale :  
assistance économique spéciale à certains  
pays ou régions**

## Conseil économique et social

### Session de fond de 1999

Genève, 5-30 juillet 1999

Point 5 de l'ordre du jour provisoire\*\*

**Assistance économique spéciale, aide  
humanitaire et secours en cas de catastrophe**

## État d'avancement des opérations de secours, de relèvement et de reconstruction à Antigua-et-Barbuda, à Cuba, en République dominicaine, en Haïti et à Saint-Kitts-et-Nevis

### Rapport du Secrétaire général

## I. Antigua-et-Barbuda et Saint-Kitts-et-Nevis

### A. Rappel des faits

1. Le cyclone Georges a frappé les îles d'Antigua-et-Barbuda et de Saint-Kitts-et-Nevis, dans les Petites Antilles, les 20 et 21 septembre 1998. Saint-Kitts est l'île qui a subi le plus de dégâts et, d'après les articles parus dans la presse, la région a été si gravement touchée qu'il faudra sans doute des années avant que la situation ne revienne à la normale. Le 23 septembre, les quatre États insulaires ont soumis des demandes d'aide à différentes organisations internationales et antillaises. Les dégâts subis par les Antilles orientales ont été évalués comme indiqué ci-après.

### Antigua-et-Barbuda

2. À Antigua, le cyclone a fait deux morts et 15 blessés graves. Il a en outre endommagé environ 1 650 habitations, emportant tout ou partie de la toiture de 1 500 d'entre elles, et démolissant en outre 150 constructions de fortune. Les villes les plus touchées ont été celles de la côte sud. L'alimentation en électricité n'a pu être entièrement rétablie pendant près de trois semaines et de nombreuses lignes de téléphone sont encore coupées aujourd'hui.

3. D'après les autorités de Barbuda, le cyclone a fait 3 338 sans-abri, endommagé 1 762 habitations et détruit 390 autres sur les deux îles. Comme dans d'autres pays qu'il a traversés, le cyclone a perturbé l'approvisionnement en eau et en électricité ainsi que les services téléphoniques. Il a dévasté

\* A/54/50.

\*\* E/1999/100 et Add.1.

les agglomérations situées sur le littoral sud d'Antigua. Fire Island, All Saints, Liberta, Bolan et Crab Hill ont été déclarées zones sinistrées en raison des dégâts considérables subis par les populations à revenus faibles et moyens qui y habitaient. Les hôpitaux et les aéroports des deux îles ont été gravement endommagés, de même que de nombreuses entreprises d'Antigua, ainsi qu'une école et deux hôtels à Barbuda.

#### **Saint-Kitts-et-Nevis**

4. À Saint-Kitts, les autorités ont confirmé la mort de quatre personnes. D'après l'évaluation réalisée par la National Emergency Management Agency (Agence nationale chargée de l'organisation des opérations d'urgence), le montant des dégâts causés par le cyclone Georges s'élève à environ 402 millions de dollars des États-Unis. Les lignes électriques et téléphoniques ont été coupées et le réseau de distribution d'eau a également été touché. Le cyclone a endommagé plus ou moins gravement 85 % des habitations privées et entièrement détruit 25 % d'entre elles, provoquant le déplacement temporaire de 2 500 personnes. Les toits de nombreux établissements scolaires et bâtiments publics, dont l'hôpital central et certaines entreprises, ont été arrachés. Le principal terminal de l'aéroport et la tour de contrôle ont également subi des dégâts. Dans le secteur agricole, 50 % de la récolte de sucre de 1999 pourraient avoir été perdus. De nombreux grands hôtels ont subi de graves dommages et le tourisme pourrait mettre longtemps à se relever.

5. Les parties orientale et occidentale de l'île ont été les plus touchées, mais de gros travaux devront aussi être faits dans la pointe sud (qui est une destination touristique de choix). À Saint-Kitts, l'industrie du tourisme a également été touchée par la destruction du principal quai et de l'appontement de Basseterre et par les dégâts subis par plusieurs grands hôtels. Comme les revenus de Saint-Kitts viennent en grande partie du tourisme, les incidences économiques du cyclone se feront davantage sentir sur le long terme. L'économie de l'île souffrira également de la diminution de la récolte de sucre qui pourrait chuter de 50 % en 1999.

6. À Nevis, le Coordonnateur national des secours en cas de catastrophe a signalé que le cyclone avait fait des blessés mais aucun mort. L'alimentation en électricité et les liaisons téléphoniques ont été perturbées et 35 % des habitations ont été endommagées. Les récoltes ont été gravement touchées, en particulier celles des cocoteraies. Selon les estimations du Coordonnateur, les dégâts subis par le réseau électrique se chiffrent à 1 million de dollars des États-Unis et ceux enregistrés par le secteur agricole à 2,5 millions de dollars. Dans le secteur du logement, les pertes ont été moins graves,

malgré les dégâts causés à plusieurs établissements scolaires et hôtels et l'érosion de nombreuses plages.

### **B. Mesures prises par le système des Nations Unies au titre des secours d'urgence et des opérations de relèvement<sup>1</sup>**

7. Le coordonnateur résident des Nations Unies, l'équipe des Nations Unies pour la gestion des opérations en cas de catastrophe détachée sur place (les représentants des organismes des Nations Unies sur place), le Coordonnateur des secours d'urgence et le Bureau de coordination des affaires humanitaires se sont mobilisés ensemble pour coordonner les initiatives de la communauté internationale notamment en : a) établissant des rapports de situation sur les besoins urgents afin de mobiliser l'aide internationale et de dresser le bilan des mesures prises; b) affectant les contributions en espèces (100 000 dollars) aux opérations immédiates de secours et de relèvement.

8. Comme le Service du Bureau des interventions humanitaires de USAID chargé d'acheminer l'aide des États-Unis à l'étranger en cas de catastrophe avait détaché du personnel à la Barbade avant que le cyclone ne se déchaîne, il a tout de suite pu déployer des équipes de deux à trois personnes dans les Antilles orientales pour y évaluer les dégâts. Une première équipe est arrivée à Saint-Kitts-et-Nevis le 22 septembre puis une autre à Antigua-et-Barbuda le 23. Du matériel – notamment des rouleaux de plastique souple, des réservoirs souples à eau et 1 903 bidons d'eau de cinq gallons (près de 20 litres chacun) – a été expédié à Antigua pour être acheminé vers d'autres îles. L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) a contribué à ces initiatives à hauteur d'environ 150 000 dollars des États-Unis.

9. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'OPS et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont élaboré et lancé un programme à long terme afin de renforcer les capacités nationales en matière de planification préalable des secours, d'atténuation des effets des catastrophes et de gestion des opérations en cas de catastrophe. L'initiative de l'OPS concerne essentiellement le secteur de la santé tandis que celle du PNUD vise à a) renforcer les capacités institutionnelles et logistiques de chacun des organismes de protection civile; b) faciliter la mise au point d'un plan national de gestion des opérations en cas de catastrophe; c) fournir une assistance sur les plans technique et en matière de planification à la Caribbean Disaster Emergency Response Agency (CDERA, organisme antillais d'intervention rapide en cas de catastrophe) qui se trouve à la Barbade. En outre, le PNUD a détaché du person-

nel pour participer à l'évaluation réalisée par la CDERA, consacré 100 000 dollars à la coordination des secours d'urgence à Saint-Kitts-et-Nevis et 50 000 dollars à la coordination des secours d'urgence supervisée par la CDERA à Antigua-et-Barbuda. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a détaché, pendant deux semaines, du personnel pour participer à l'évaluation et envoyé des stocks de nourriture à Saint-Kitts-et-Nevis. Au total, fin 97, le Bureau de coordination des affaires humanitaires avait déjà envoyé 50 000 dollars à Saint-Kitts-et-Nevis pour des mesures de planification préalable en vue de la prochaine saison des cyclones.

### **C. Progrès accomplis au cours de la phase de relèvement et de reconstruction**

10. La majorité des donateurs, notamment la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID), le Comité interaméricain de développement agricole et l'Union européenne, ont puisé dans les budgets de leurs programmes d'aide pour pouvoir faire face aux coûts du relèvement et de la reconstruction, en particulier pour remettre en état et entretenir les infrastructures rurales (routes et réseaux d'irrigation), et mettre en place un filet de sécurité alimentaire.

11. La CDERA a dressé l'inventaire des besoins et lancé un appel de fonds aux donateurs.

## **II. République dominicaine**

### **A. Introduction**

12. Arrivé en République dominicaine le mardi 22 septembre 1998 au petit matin, le cyclone Georges a traversé tout le pays à des vitesses atteignant jusqu'à 175 km/h avant de parvenir en Haïti le 23 septembre à environ 2 heures du matin. Son passage a fait 300 morts, des milliers de sans-abri et laissé des dégâts considérables. La majorité des 7,5 millions d'habitants du pays en ont subi les conséquences à des degrés divers, mais ce sont les plus démunis qui ont été le plus durement touchés. Le montant des dégâts matériels est estimé à 2,2 milliards de dollars (soit 14 % du produit intérieur brut ou encore la moitié de la valeur des exportations du pays en 1997)<sup>2</sup>.

13. Une grande partie de la couverture végétale du pays a été gravement endommagée et, surtout, la production de denrées alimentaires de base telles que le riz, la banane et le cassave a chuté de façon dramatique. En ce qui concerne les

infrastructures, une grande partie du réseau de télécommunications et du réseau de distribution d'eau et d'électricité a subi des dégâts considérables. De nombreux ponts ont été détruits ou gravement endommagés. Après le passage du cyclone, le Gouvernement de la République dominicaine a rapidement lancé différents programmes d'urgence, qui ont pour la plupart reçu l'appui de la communauté internationale. Après avoir consulté les institutions de développement nationales et internationales, les autorités du pays ont préféré favoriser un relèvement intégré et durable.

14. Le coordonnateur résident des Nations Unies, l'équipe des Nations Unies pour la gestion des opérations en cas de catastrophe détachée sur place, le Coordonnateur des secours d'urgence et le Bureau de coordination des affaires humanitaires se sont mobilisés ensemble pour coordonner les initiatives de la communauté internationale notamment en : a) établissant des rapports de situation sur les besoins urgents afin de mobiliser l'aide internationale et de dresser le bilan des mesures prises; b) mettant une équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe à la disposition du bureau du coordonnateur résident des Nations Unies; c) affectant les contributions en espèces (142 000 dollars des États-Unis) aux opérations immédiates de secours et de relèvement; d) organisant l'envoi de matériel de petite hydraulique.

15. Le système des Nations Unies et toute la communauté internationale se sont mobilisés massivement et immédiatement. Dans les mois qui ont suivi le passage du cyclone, des fonctionnaires du Gouvernement et des représentants des institutions nationales et internationales ont tenu plusieurs réunions dans le bureau du coordonnateur résident des Nations Unies pour tenter de venir en aide aux centaines de milliers de victimes de la catastrophe.

### **B. Le système des Nations Unies : objectif du programme, organismes et calendrier d'exécution**

16. Le programme de secours d'urgence et de relèvement du PNUD a essentiellement pour objectif d'aider le Gouvernement de la République dominicaine à réussir la transition entre la phase des secours d'urgence et la mise en place d'un programme de développement durable et intégré qui profite aux groupes les plus vulnérables touchés par le cyclone. Le programme du PNUD est actuellement exécuté par le Bureau national de planification du secrétariat technique de la présidence et bénéficie de l'appui direct du bureau du PNUD et de deux de ses projets, à savoir les projets DOM/97/009 (qui porte désormais le numéro DOM/99/001 et concerne le

développement humain durable) et DOM/96/010 (devenu DOM/99/003, sur le logement et les établissements humains). Ce programme devrait prendre fin en juillet 1999, mais on espère que le versement de contributions supplémentaires permettra de développer ses activités et de les diversifier.

### **C. Activités et bénéficiaires : secours d'urgence et relèvement**

17. Dans le cadre du programme susmentionné, le PNUD s'est tout d'abord employé à apporter directement des secours d'urgence aux réfugiés et à fournir à l'administration centrale du matériel qui permette à cette dernière de renforcer sa capacité de coordination et d'exécution pendant la phase des secours d'urgence. Puis il a peu à peu réorienté ses activités de façon à contribuer au relèvement et à organiser la planification préalable des secours. Des logements ont ainsi été construits et l'accès à l'eau salubre rétabli pour 110 000 personnes au total. Se plaçant dans l'optique d'un processus de développement intégré, le PNUD a privilégié la formation et les activités génératrices de revenus, en s'efforçant d'améliorer la situation des femmes.

#### **Séminaires et missions**

18. En octobre 1998, une mission multidisciplinaire de la CEPALC a réalisé une évaluation socioéconomique et multisectorielle complète des dégâts qu'a causés le cyclone Georges en République dominicaine. En février 1999, un séminaire national a été organisé et cofinancé par le Programme conjoint du PNUD et des Nations Unies en vue d'établir un rapport national d'évaluation sur le cyclone. Le rapport final a été publié au début du mois de mars 1999 à l'issue d'un séminaire régional sur la planification préalable des secours et l'atténuation des effets des catastrophes sur le continent américain. Ce séminaire, coparrainé par l'OMS, l'OPS, le Bureau de coordination des affaires humanitaires, le PNUD et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans le cadre de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, s'est tenu à Saint-Domingue du 16 au 19 février 1999. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires, ainsi que la Division des interventions d'urgence et les bureaux du PNUD à New York ont participé à ce séminaire et ont envoyé une mission interorganisations pour contrôler l'exécution du programme sur place (voir <http://www.pnud.org.do> pour plus de détails sur les activités de la mission).

#### **Aide supplémentaire fournie par la communauté internationale**

19. Les secours d'urgence fournis par les organismes bilatéraux et multilatéraux au moment de la catastrophe et dans les mois qui ont suivi ont permis de satisfaire les besoins urgents des personnes les plus gravement touchées par le cyclone. Par l'intermédiaire de ses différentes administrations, le Gouvernement des États-Unis a alloué des subventions d'un montant de 29 millions de dollars aux opérations de reconstruction et à la planification des secours, et de 180 000 dollars à l'achat de bois pour la reconstruction de logements. Surtout, il est intervenu auprès du Club de Paris pour retarder l'échéance du remboursement de 100 millions de dollars que la République dominicaine aurait dû effectuer en 2000. La Banque mondiale a approuvé l'octroi d'un prêt de 111 millions de dollars pour la planification des secours et les opérations de relèvement. L'Espagne, la France, l'Italie, le Japon et la plupart des gouvernements d'Amérique latine ont également versé des contributions, financières et en nature.

#### **Résultats obtenus**

20. Le Programme d'urgence du Gouvernement a donné de très bons résultats jusqu'à présent. L'accès à l'électricité et à l'eau potable a été rétabli au même niveau qu'un mois avant le passage du cyclone. L'intervention commune d'un établissement bancaire public et d'investisseurs privés devait permettre la construction de 91 000 nouveaux logements dès le mois d'avril 1999.

21. Le Programme de secours d'urgence et de reconstruction des Nations Unies continue de bénéficier d'un soutien important tant auprès des bailleurs de fonds (Bureau de coordination des affaires humanitaires, Division des interventions d'urgence du PNUD, Norvège, Luxembourg et Saint-Siège) que de la population. En outre, en intervenant sur de multiples fronts – assistance technique et fournitures de secours d'une part, matériaux de construction et petite hydraulique d'autre part (pour un total d'environ 110 000 personnes au total) –, ce programme intégré a facilité la transition entre les secours d'urgence et le développement avec la collaboration active de ses bénéficiaires. Il a également permis d'améliorer les perspectives à long terme en dispensant une formation à la planification préalable à certains des groupes les plus vulnérables. À Sabana Perdida et Bateyes, de meilleures techniques ont été employées pour construire ou reconstruire des logements de façon à les rendre plus résistants aux catastrophes naturelles telles que les cyclones et les inondations.

22. Au cours des mois qui viennent, et avant le début de la saison des cyclones (qui commence vers le 1er juin), le Gouvernement mettra l'accent sur la planification des se-

cours, tant au niveau national qu'au niveau des collectivités, pour améliorer la gestion des catastrophes et en atténuer les conséquences. Il bénéficiera à cette fin de l'appui d'organismes des Nations Unie – en particulier de la Banque mondiale – et d'autres organismes multilatéraux.

### III. Haïti

#### A. Généralités

23. Le cyclone Georges a atteint Haïti dans la nuit du 22 septembre 1998, affaibli par son passage sur le massif montagneux de la République dominicaine. Il se déplaçait sur un axe sud-est nord-ouest, l'oeil du cyclone balayant les départements du Centre, d'Artibonite et du Nord-Ouest. Il a causé d'importants dégâts en certains lieux qui n'étaient pas directement sur la trajectoire de l'oeil. Une densité de peuplement élevée, un niveau de vie assurant à peine la subsistance, l'érosion généralisée des sols et l'absence de structure de gestion des catastrophes ont amplifié l'impact du cyclone.

24. Les chiffres officiels font état de 242 morts, 42 disparus et 124 blessés. Le Gouvernement a également estimé que près de 385 000 personnes avaient été touchées, 4 500 maisons détruites et 16 000 endommagées.

#### B. Secours apportés par le système des Nations Unies après le cyclone et activités de relèvement

25. Avec le coordonnateur résident des Nations Unies et l'équipe de gestion des catastrophes de l'Organisation des Nations Unies pour Haïti, le Coordonnateur des secours d'urgence (Bureau de la coordination des affaires humanitaires) a utilisé les instruments de coordination de l'aide internationale suivants : a) publication, pour mobiliser l'assistance internationale, de rapports de situation faisant le point de l'action internationale et des urgences qui restent à résorber; b) déploiement d'une équipe de réserve des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe chargée d'aider le Bureau du Coordonnateur des secours d'urgence; et c) mise en place d'une filière de transmission des contributions en espèces (40 000 dollars des États-Unis) pour les secours et les activités de relèvement à mener dans l'immédiat.

26. Le bureau du coordonnateur résident a joué un rôle important dans la coordination des secours et des activités de relèvement en exploitant un mécanisme de coordination déjà

en place, à savoir la principale instance de gestion des catastrophes qui réunit régulièrement à Haïti les représentants des institutions nationales, les bailleurs de fonds, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales locales et internationales.

27. Pour renforcer les capacités nationales de préparation aux catastrophes ainsi que d'atténuation et de gestion des conséquences du cyclone Georges, le PNUD et l'OMS, cette dernière agissant en collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), ont conçu et lancé des programmes de renforcement des capacités à long terme. L'initiative de l'OMS et de l'OPS est surtout axée sur la mise en valeur des ressources humaines alors que le projet du PNUD a pour objectifs de a) renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles de la Direction de la protection civile; et b) faciliter l'élaboration d'un plan national de gestion des catastrophes. Ces initiatives sont menées en coordination étroite avec un projet parallèle de renforcement des capacités parrainé par le Bureau des affaires humanitaires de l'Union européenne.

#### Rapport de la Banque mondiale sur le cyclone Georges

28. Peu après le passage du cyclone, la Banque mondiale a fait faire une évaluation publiée en novembre 1998, dont les conclusions étaient les suivantes :

a) Les dégâts directement liés au cyclone sont estimés à un montant qui se situe entre 80 et 180 millions de dollars des États-Unis, le premier de ces chiffres étant probablement le plus proche de la réalité si l'on en croit des données préliminaires de la FAO et du Gouvernement. Cependant, les pertes totales, c'est à dire les pertes directes mais aussi les pertes indirectes et secondaires, pourraient être deux fois plus importantes. En proportion du produit national brut, ces pertes sont importantes. Les pertes directes représentent 3 % du produit national brut et les pertes totales (directes, indirectes et secondaires) pourraient représenter le double;

b) Le secteur privé est la principale victime, avec 80 % des pertes directes, dans l'agriculture et le logement principalement. Les seules pertes agricoles, culture et élevage confondus, sont estimées à 53 millions de dollars. La destruction d'équipements représenterait un montant avoisinant les 15 millions de dollars, le cyclone ayant détruit notamment des routes rurales (2 millions de dollars), des réseaux d'irrigation (2 millions de dollars) et des moyens de transport (8 millions de dollars);

c) Les régions du Sud-Est et de la Vallée de l'Artibonite ont été particulièrement touchées, notamment les rives

des fleuves qui ont débordé. Lorsque le cyclone est arrivé en Haïti, les vents avaient perdu de leur force mais ils apportaient de grosses précipitations;

d) Selon les estimations, les pertes directes amputeraient la balance des paiements de 43 millions de dollars, chiffre qui reflète les pertes à l'exportation mais aussi les importations de vivres et les importations de matériaux nécessaires au relèvement;

e) Le Gouvernement haïtien a mis en place une commission interministérielle dirigée par le Ministère de la planification qui est chargée de coordonner les activités de relèvement. Cette commission a proposé un projet de programme de relèvement et de reconstruction axé à juste titre sur l'agriculture et le développement rural et correspondant à un montant de 42 millions de dollars.

### **C. Résultat des activités de relèvement et de reconstruction**

29. Plusieurs grands bailleurs de fonds, dont la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, le Comité interaméricain de développement rural et l'Union européenne ont modifié leurs programmes d'assistance de façon à couvrir une partie des coûts du relèvement et de la reconstruction en particulier pour ce qui est de l'équipement rural (routes rurales et systèmes d'irrigation), de l'entretien et de la réparation des grands axes routiers et de la mise en place d'un filet de sécurité (dans le domaine agricole notamment).

30. Outre son programme d'aide habituel, USAID a fourni, notamment dans le cadre du programme PL 480 (aide alimentaire monétisée), une contribution additionnelle non négligeable. Cet organisme confie à des organisations non gouvernementales la plupart des projets de relèvement qu'il finance.

31. Le Fonds monétaire international a dégagé une somme importante, 20 millions de dollars, pour redresser la balance des paiements déséquilibrée par les conséquences financières du passage du cyclone.

## **IV. Cuba**

32. En 1998, Cuba a été frappée par deux catastrophes consécutives, à savoir :

a) Une sécheresse prolongée liée au phénomène «El Niño», qui a surtout frappé durant l'été les provinces orientales du pays, alors que la production agricole cubaine avait

enregistré une légère augmentation vers la fin de l'année 1995 et en 1996;

b) Le cyclone Georges, qui a balayé le territoire cubain du 22 au 26 septembre, frappant durement les mêmes provinces. Nul n'ignore les ravages qu'il a faits dans les Caraïbes, mais à Cuba les mesures de prévention prises par le Gouvernement ont permis de limiter les dégâts et seuls six décès ont été signalés.

33. Face à ces deux urgences, le système des Nations Unies a mis en place des secours et des plans de relèvement coordonnés. En juillet 1998, une sécheresse ayant été signalée dans les provinces orientales de Cuba, une mission conjointe à laquelle participaient le Programme alimentaire mondiale, la FAO, le PNUD et l'UNICEF s'est rendue sur place et a publié un rapport sur la situation.

34. Se fondant sur ce rapport, le système des Nations Unies a lancé en juillet 1998 un appel international, à la demande du Gouvernement cubain et par le biais du Bureau de coordination des affaires humanitaires basé à Genève.

35. Venant renforcer l'action menée, le PAM a lancé le 28 août 1998 une opération d'urgence représentant un montant de plus de 20 millions de dollars, dont le but était de remédier à la disette avant que les plans de relèvement ne commencent à donner des résultats. Cette opération reste tributaire des ressources qui seront fournies et des engagements que prendront les pays donateurs.

36. Le passage du cyclone Georges, peu après le lancement de ces activités, a cependant compliqué la situation et beaucoup aggravé la crise. Avec le coordonnateur résident des Nations Unies et l'équipe de gestion des catastrophes de l'Organisation des Nations Unies à Cuba, le Coordonnateur des secours d'urgence (Bureau de la coordination des affaires humanitaires) a utilisé les instruments de coordination de l'aide internationale suivants : a) publication, pour mobiliser l'assistance internationale, de rapports de situation faisant le point de l'action internationale apportée et des urgences qui restent à résorber; b) mise en place d'une filière de transmission des contributions en espèces (329 000 dollars des États-Unis) pour les secours et les activités de relèvement à mener dans l'immédiat; et c) facilitation de l'expédition des secours et d'équipements d'approvisionnement en eau.

37. Conscients de la nécessité d'analyser les conséquences des deux catastrophes dans le contexte de la crise économique du pays, le Gouvernement cubain, l'équipe des Nations Unies pour la gestion des opérations en cas de catastrophe et une mission du Bureau de la coordination des affaires humanitaires ont entrepris une évaluation commune en octobre 1998. Fruit de cette évaluation, un appel global des Nations Unies

a été lancé, non sans difficultés, le 18 décembre 1998 à La Havane, sur le réseau du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, par fax et sur Internet. L'objectif était de juguler la double crise frappant Cuba. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le PNUD ont tenu une réunion d'information le 26 février 1999 à Genève pour faire le point de la crise et de l'appel.

38. Le tableau ci-après synthétise l'action de la communauté internationale, des pays donateurs, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales. Sur les 87 millions que demandait l'appel global, une quinzaine de millions ont été mobilisés. Près de 13 millions ont servi à financer des secours et les 2 millions restants sont allés à des programmes de relèvement.

39. Il convient de noter que :

a) Des vivres restent nécessaires pour assurer les secours (comme en témoigne l'appel du PAM);

b) On a obtenu récemment la preuve que les provinces orientales sont à nouveau frappées par la sécheresse;

c) En 1998, la croissance du PNB a été limitée à 1,2 %, ce qui signifie que le taux de croissance de l'économie cubaine continue de ralentir, venant conforter les analyses sous-tendant l'appel global.

**Situation d'urgence à Cuba : l'appel global de l'Organisation des Nations Unies; mesures prises à ce jour**  
(au 31 mars 1999)

<i>Organisme ou gouvernement</i>	<i>Contribution</i>	<i>Montant (en dollars des États-Unis, sauf indication contraire)</i>
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Réservoirs d'eau potable	30 000
Japon	Filtres et réservoirs d'eau, savons, serviettes et fournitures médicales pour les hôpitaux et autres (par l'intermédiaire du Bureau de la coordination des affaires humanitaires)	169 200
Japon	Vivres (dans le cadre de l'assistance demandée par le Programme alimentaire mondial)	770 000
Japon	Assistance bilatérale pour l'achat de riz	8 600 000
Norvège	Réservoirs d'eau potable	29 100
Norvège	Contribution pour les victimes du cyclone	97 000
Espagne	Vivres (dans le cadre de l'assistance demandée par le Programme alimentaire mondial)	332 200
Suisse	Vivres (dans le cadre de l'assistance demandée par le Programme alimentaire mondial)	355 000
Luxembourg	Assistance bilatérale pour l'achat de vivres	70 500
Italie	Appui supplémentaire au programme de développement humain au niveau local pour la prévention et le relèvement (agriculture, logement, éducation, alimentation, etc.)	1 000 000
Médecins sans frontières	Pastilles pour l'épuration de l'eau	80 000
Ambassade du Canada	À déterminer	50 000
Israël	Herbicide, équipement d'irrigation, semences de légumes	–
Allemagne	À déterminer (confié à la Croix-Rouge allemande)	71 400 (120 000 DM)
Union européenne	Rénovation de logements; systèmes d'assainissement d'eau et d'adduction d'eau	510 200

<i>Organisme ou gouvernement</i>	<i>Contribution</i>	<i>Montant (en dollars des États-Unis, sauf indication contraire)</i>
PAM	A demandé 34 000 tonnes de vivres (riz, légumineuses, oléagineux, poisson en conserve, blé) pour 615 000 personnes pendant neuf mois, à livrer dans les écoles, les hôpitaux, les dispensaires, les centres accueillant des handicapés et les maternités	
	Montant total demandé : 20 millions	1 000 000
FAO	Projet de relèvement de la production agricole et de l'élevage	400 000
UNICEF	Ressources pour mieux approvisionner les groupes vulnérables des provinces de Las Tunas et de Holguin en eau potable	200 000
PNUD	Programme de diffusion de diverses cultures (riz, haricots, maïs et tournesol)	
	Montant total : 1 800 000	600 000
PNUD	Système de communication pour les situations d'urgence	40 000
PNUD	Appui logistique à la distribution d'eau	60 000
Suède	Contribution au programme de diffusion de diverses cultures du PNUD	500 000
		(4 millions de couronnes suédoises)
	<b>Total</b>	<b>14 964 600</b>

### Notes

- <sup>1</sup> Les informations fournies dans cette section ont été tirées des rapports de situation établis par la Caribbean Disaster Emergency Response Agency (CDERA, organisme antillais d'intervention rapide en cas de catastrophe, l'Agency for International Development des États-Unis (USAID) et le Bureau de coordination des affaires humanitaires pour les années 1998 et 1999.
- <sup>2</sup> Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) : «Dominican Republic – Evaluation of the damages caused by hurricane Georges», 1998.